

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 19 DÉCEMBRE 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION N° 22/694 PROLONGATION DES AUTORISATIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE A LA CCI METROPOLITAINE ET TERRITORIALE DU VAR DE LA CONCESSION PORTUAIRE POUR LES PORTS DE PLAISANCE - DU 1ER JANVIER 2023 AU 31 DECEMBRE 2023		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

ABSENTS :

M. Ange MUSSO, M. Robert CAVANNA, Mme Nathalie BICAIS.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/694

BUREAU DU 19 DÉCEMBRE 2022

**O B J E T : PROLONGATION DES AUTORISATIONS
D'OCCUPATION TEMPORAIRE A LA CCI
METROPOLITAINE ET TERRITORIALE DU VAR DE LA
CONCESSION PORTUAIRE POUR LES PORTS DE
PLAISANCE - DU 1ER JANVIER 2023 AU 31
DECEMBRE 2023**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP),

VU le Code des Transports,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération du 15 décembre 2022 relative à l'avenant n°10 au contrat de concession à la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) Métropolitaine et Territoriale du Var de l'établissement et de l'exploitation des ports de plaisance de l'établissement maritime de Toulon, situés sur les communes de Toulon, La Seyne-sur-Mer et Saint-Mandrier-sur-Mer,

VU l'arrêté du 02 juillet 1971 du Préfet du Var et les avenants successifs pour la concession à la CCI du Var pour l'établissement et l'exploitation des aménagements pour la navigation de plaisance dans l'Etablissement Maritime de Toulon, comprenant les ports de Toulon, La Seyne-sur-Mer et Saint-Mandrier-sur-Mer,

CONSIDERANT qu'en raison de la complexité des négociations pour l'attribution du nouveau contrat de Délégation de Service Public, le contrat de concession consenti à la CCI Métropolitaine et Territoriale du Var doit être prolongé par l'avenant 10 avec une date de fin au plus tard le 31 décembre 2023 inclus, afin d'assurer la continuité de l'exploitation des ports,

CONSIDERANT que la CCI Métropolitaine et Territoriale du Var est autorisée à accorder, sur le Domaine Public dont elle est concessionnaire, des autorisations d'activité et / ou d'occupation du domaine public,

CONSIDERANT que les Autorisations d'Occupation Temporaire (AOT) mentionnées ci-dessous ont été consenties sur les différents ports de la concession plaisance et arriveront à leur terme le 31 décembre 2022,

SAINT LOUIS DU MOURILLON
UNION MARITIME DU MOURILLON
TOULON VIEILLE DARSE
HIPPOCAMPE TOULONNAIS
PLAISANCIERS TOULONNAIS
PRUD'HOMIE DES PECHEURS
SOCIETE NAUTIQUE DE TOULON
LA SEYNE-SUR-MER
RMTT
ST-MANDRIER-SUR-MER
STE NATIONALE DE SAUVETAGE EN MER (SNSM)
VILLE DE ST MANDRIER
PIN ROLLAND
SAS PORT PIN ROLLAND
AZUR COMPOSITES
DREAM YACHT MED
ESCO CORALIA
ETS QUESTAIGNE
EVASION YACHTING SERVICES
LPS 83
REFIT YACHTS SARL
PROVENCE YACHT SERVICES
VOILERIE SNS

CONSIDERANT qu'il faudra permettre au futur gestionnaire des ports de plaisance d'engager les procédures de mise en concurrence prévues aux articles L.2122-1-1 et suivants du Code Général de la Propriété des personnes publiques pour la désignation des bénéficiaires d'autorisation d'occupation temporaire sur les ports,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à demander au concessionnaire, la CCI Métropolitaine et Territoriale du Var d'effectuer les démarches nécessaires pour prolonger les occupations terrestres de sa concession jusqu'au 31 décembre 2023 inclus et à signer tous les actes qui en découlent.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 19 décembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0



